RWANDA

TENTATIVES D'INTERNATIONALISATION DU CONFLIT ET DE DESTABILISATION DES PAYS LIMITROPHES

Kigali, Janvier 1992

I. TENTATIVES D'INTERNATIONALISATION DU CONFLIT

1. Les efforts délibérés de Kigali de nier le caractère interne du conflit

1.1. Les origines du conflit

Quiconque a suivi attentivement la politique rwandaise de ces trente dernières années n'aura pas été surpris par l'éclatement, en octobre 1990, de la guerre en cours dans ce pays.

Depuis les années 60, le Rwanda avait connu, par intermittence, des violences d'ordre ethnique marquées chaque fois par des massacres et des exodes massifs de réfugiés. Ces pogroms étaient sous-tendus par une politique officielle de discrimination ethnique qui a fini par être codifiée avec le régime actuel du Président Habyarimana.

Néanmoins, cette référence à l'ethnie n'a pas suffi pour masquer le vide d'une politique, sans autre idéal rassembleur que celui d'un clientélisme aveugle. Aussi, ce cliché dut-il être doublé de celui du régionalisme déjà sous la Première République. La IIe République ne fit qu'organiser systématiquement et codifier la discrimination engendrée par ces deux fléaux, à travers sa politique dite "d'équilibre ethnique et régional".

Un climat politique aussi fermé et aussi vicié ne pouvait pas permettre aux dirigeants de Kigali de s'atteler aux problèmes nationaux de grande importance tels que le rapatriement des réfugiés et la promotion d'une véritable unité nationale. L'opinion publique intérieure et extérieure avait fini par se lasser des blocages liés à cette impasse. Elle allait les dénoncer de plus en plus haut au cours des années 80.

A ces appels pour se remettre en question, le régime Habyarimana répondit par un raidissement intransigeant. Cette intransigeance s'est traduite par la cristallisation du pouvoir autour d'une poignée de barons, clan politique du Chef de l'Etat auquel tout était pratiquement permis. C'est à ces barons que le pays reproche actuellement une série d'assassinats politiques, des détournements importants du trésor public, le népotisme et la corruption.

Quant à la question des réfugiés, l'équipe au pouvoir, après un long silence, devait opposer à sa résolution une fin de non-recevoir enrôbée dans des propositions qu'elle savait elle-même inacceptables. Ces propositions, au nombre de trois, étaient les suivantes: le rapatriement individuel et non collectif, la naturalisation ou le statut de rwandais dans les pays d'accueil. A un problème politique global dès son origine, on préconisait, sans réelle bonne volonté, une solution individuelle et humanitaire.

La naturalisation dans les pays d'accueil n'était nullement du ressort du gouvernement de Kigali. Quant au statut de rwandais de l'extérieur, il ne conférait comme unique "droit civique" que celui de visite aux familles restées au pays avec obligation de retourner chaque fois en exil. En définitive, un simple "droit de tourisme dans sa propre patrie".

Pour mieux imposer le silence aux réfugiés à qui ces propositions ne satisfaisaient pas, le gouvernement Habyarimana allait jusqu'à les poursuivre dans les pays d'accueil où il organisa des kidnappings et des tentatives d'assassinat.

Dans ces circonstances, la guerre devint le seul recours auquel les exilés pouvaient encore s'accrocher. Quand elle éclata en octobre 1990, les autorités de Kigali s'empressèrent d'en occulter les mobiles et les origines en la présentant comme une agression extérieure soutenue ou commanditée par un pays tiers. Cette contre-vérité délibérée avait pour but de permettre aux Président rwandais de recourir à des interventions armées étrangères sans que celles-ci soient gênées de se mêler aux affaires internes d'un autre pays. Néanmoins, dès que la vérité leur fut connue, des pays comme la Belgique et le Zaïre décidèrent de retirer leurs troupes pour mieux privilégier la recherche de solutions négociées.

1.2. Un discours incohérent

Dans leur tentative de manipuler l'opinion mondiale, les autorités rwandaises se trouvèrent placées devant un dilemme. Elles ne pouvaient nier le caractère interne d'un conflit déclenché par des réfugiés rwandais, car leur problème était suffisamment connu du public international. Elles ne pouvaient pas non plus renoncer à la position relativement confortable de victime d'une agression extérieure qui leur facilitait le recours à des aides étrangères.

Pour essayer de concilier ces deux positions contradictoires, les dirigeants de Kigali adoptèrent un dicours fort incohérent. Tantôt, ils accusaient l'Ouganda de complicité avec les assaillants pour crier à l'agression extérieure. Tantôt, ils affirmaient, au contraire, que les Inkotanyi revenaient au Rwanda pour restaurer un régime féodo-monarchique, avouant par là qu'il s'agissait bien de rwandais qui rentraient dans leur pays. Dans la foulée, les mêmes dirigeants se plaignaient aussi que ces réfugiés avaient attaqué le pays à un moment où ils commençaient à se préoccuper, du moins selon eux, du problème de leur exil.

On aura tout entendu dans le discours de Kigali, sauf ce qu'on attendait réellement: des jérémiades après des menaces, des calomnies après des propos conciliants, de la démocratie après des incitations à la discrimination, de la trahison après des aveux de bonne foi, tout y est passé dans un curieux méli-mélo. C'est pourquoi, pour éclairer le

lecteur, nous allons, dans les lignes qui suivent, préciser brièvement la nature et les mobiles du conflit.

1.3. Un conflit devenu inévitable

Il est vrai que l'attaque du 1er octobre 1990 a été déclenchée par des réfugiés rwandais déserteurs de l'armée ougandaise. Mais, le fait que ces militaires soient restés rwandais dans une armée étrangère relève de circonstances historiques qui impliquent sérieusement la responsabilité du gouvernement de Kigali.

Persécutés sur leur terre d'exil par le régime Obote II, en complicité avec le régime Habyarimana, les réfugiés rwandais ont dû fuir les massacres organisés contre eux en Ouganda. Le lieu de refuge le plus proche était le Rwanda. Cette mère-patrie, au lieu de protéger ses ressortissants, ne fût-ce que momentanément et pour des raisons humanitaires, préféra leur opposer une violence égale à celle qu'ils fuyaient. Certaines personnes adultes en arrivèrent à se suicider tandis que les plus jeunes étaient contraintes de reprendre le chemin de l'Ouganda pour se réfugier dans le maquis de Yoweri Museveni.

C'est, du reste, à cette époque que tous les réfugiés rwandais furent désillusionnés quant aux possibilités d'intégration véritable dans les pays d'accueil tant que subsisterait à Kigali un régime décidé à les persécuter dans leur exil. Cette conviction fut confortée plus tard par plusieurs autres tentatives de destabilisation menées contre les réfugiés rwandais dans les pays d'accueil par le régime Habyarimana. Les efforts de Kigali se portèrent particulièrement sur l'obstruction à l'intégration des réfugiés qui parvenaient à émerger tant soit peu de la masse des exilés. Il s'agit essentiellement d'intellectuels et d'hommes d'affaires.

En Ouganda, des pressions furent exercées sur les autorités du pays pour écarter de l'armée les éléments d'origine rwandaise. Le Président Habyarimana l'a avoué lui-même lors du dernier sommet de l'OUA, tenu à Abuja (début juin 1991). Il déclara en substance qu'il avait souvent exprimé ses inquiétudes aux autorités ougandaises quant à la présence de ces réfugiés au sein de l'armée. A la veille de la guerre, certains des officiers venaient même d'échapper à des attentats commandités par les dirigeants de Kigali. Ces tentatives d'élimination physique furent vraisemblablement la goutte d'eau qui fit déborder le vase.

1.4. Une guerre rwando-rwandaise

Contrairement aux affirmations des autorités rwandaises, les Inkotanyi ne sont pas retournés en Ouganda après le 1er octobre 1990, date de leur entrée au Rwanda. Il s'agit là d'une réalité que trahissent même les informations officielles de Kigali.

Alors que les dirigeants ne cessent de clamer haut leur victoire et d'annoncer que "les rebelles" ont été repoussés juqsu'au-delà de la frontière ougandaise, des combats continuent à être régulièrement signalés par Radio-Kigali à des endroits parfois fort éloignés de cette frontière. C'est notamment le cas de ceux qui se déroulaient dans la préfecture de Kibungo, dans les localités situées au Sud-Est du pays alors que la frontière ougandaise est située, quant à elle, entièrement au Nord. Les combats dont il est question ont été relatés de manière pratiquement ininterrompue depuis plus d'une année à partir d'octobre 1990.

Faut-il souligner par ailleurs que les faits ont chaque fois contrarié les déclarations officielles du gouvernement rwandais à propos de sa victoire sur les Inkotanyi ? A titre indicatif, pendant que l'armée et les autorités de Kigali célébraient, le 30 octobre 1990, la défaite "définitive" des assaillants prétendûment retournés en Ouganda, un officier de la même armée signalait leur présence dans le Parc de l'Akagera (Est du pays). Il livra cette information à Radio France Internationale en date du 1er novembre 1990. Deux jours après, le 3 novembre, le centre de Gatuna était occupé à partir du même Parc par les combattants du Front Patriotique Rwandais (FPR).

De la même manière, le Ministre belge de la Coopération, Monsieur André Geens, fut invité en novembre 1990 par les autorités rwandaises dans la région du Mutara (Est) qu'elles affirmaient contrôler entièrement. Légèreté ou irresponsabilité de la part du gouvernement rwandais, ce visiteur de marque dût reconnaître qu'on l'avait mené dans un territoire encore en pleine guerre. Des tirs nourris étaient en effet entendus à peu de distance de Gabiro où il se trouvait.

Plus tard, fin janvier 1991, au cours d'une interview, l'ambassadeur de France au Rwanda dût démentir les déclarations selon lesquelles les Inkotanti avaient été entièrement chassés du Rwanda, après avoir occupé la ville de Ruhengeri pendant deux jours. L'ambassadeur confia à RFI qu'il avait été obligé d'évacuer les coopérants français de Gisenyi puisque les Inkotanyi occupaient toujours les flancs des volcans en territoire rwandais proche aussi bien de cette ville que de celle de Ruhengeri.

Le lendemain de cette déclaration, le 26 janvier 1991, cette nouvelle fut confirmée par le bourgmestre d'une des communes proche de Ruhengeri. Il signala qu'il avait encore des personnes déplacées dans sa commune, car elles ne pouvaient pas rentrer chez elles au milieu des balles, de nombreux tirs étant encore entendus dans la région. Le bourgmestre fut cette déclaration à un journaliste de la même Radio-Rwanda qui ne cessait de communiquer exactement le contraire. Il est vrai que cette radio ne faisait que répéter les communiqués de l'Etat-Major de l'armée rwandaise.

Dans la suite, au cours de sa visite au Rwanda du 1er au 3 février 1991, le Secrétaire Général de l'OUA fut amené à Ruhengeri en pleine période de communiqués triomphalistes. Radio-Kigali continuait en effet à diffuser que les Inkotanyi avaient été boutés hors du territoire rwandais. Le Secrétaire Général dut lui-même avouer le contraire, puisque de la ville de Ruhengeri il entendait des échanges de tirs très proches.

Le 29 mai 1991, le Colonel Kanyarengwe, Président du FPR, reçut des journalistes étrangers dont des correspondants de la BBC dans l'une des bases du FPR situées au Nord du Rwanda. La BBC relata leur interview le lendemain, le 30 mai 1990.

Au cours du mois d'octobre 1991, des journalistes du Weekly Topic, journal ougandais indépendant, visitèrent aussi des positions du FPR dans la région de Byumba. Ils prirent des photos qu'ils publièrent dans un article détaillé de leur journal pour illustrer les interviews des Commandants des opérations.

Ces interviews relatées à titre d'exemples, car il y en a eu pas mal d'autres, étaient des témoignages irrécusables de la présence de l'armée du FPR en territoire rwandais. Comme le gouvernement de Kigali continuait d'affirmer avec tenacité mais sans preuve, que les Inkotanyi attaquaient à partir du territoire ougandais, il fut fort gêné par de tels démentis. Pour se tirer d'embarras vis-à-vis de l'opinion publique internationale, les autorités rwandaises inventèrent une contre-vérité de plus. C'est ainsi que Radio-Kigali se permit d'affirmer que ces journalistes avaient été abusés par des panneaux fictifs, installés pour la circonstance et par les soins du FPR. Selon la même radio, ces panneaux dressés en plein territoire ougandais marquaient une fausse frontière qui permettait aux Inkotanyi de faire croire qu'ils étaient au Rwanda sans avoir quitté le sol ougandais.

Il faut ajouter que cette trouvaille est peut-être le signe d'une imagination feconde mais qui ne trompe personne. Qui s'aviserait de penser que des journalistes de métier soient si naïfs au point de prendre des épouvantails pour des signes classiques qui caractérisent les frontières entre pays ? Même à supposer qu'ils ne disposaient pas de cartes, ne savaient-ils plus reconnaître les véritables bornes frontalières et surtout les constructions des postes de douane et d'immigration qui, certainement ne pouvaient pas s'improviser comme les panneaux fictifs ?

Puisque le régime Habyarimana s'est attelé à cette tâche, avouons-le ingrate, de justifier l'injustifiable, nous aimerions savoir les explications qu'il donne à certaines réalités générées par la guerre qui dure depuis plus d'une année.

En date du 30 mai 1991, Radio-Kigali annonçait que certaines écoles situées dans les zones de combat avaient été fermées depuis octobre 1990. A titre d'exemple furent citées les écoles de Kaniga, Nkana, Rutovu et Kizinga dont les élèves avaient été placés dans d'autres établissements, mais que

cela n'avait pas été fait pour plusieurs autres écoles également fermées. De même, l'on sait qu'il y a actuellement des déplacements importants des populations fuyant les zones de combat. Le chiffre de 120.000 personnes avancé depuis longtemps par le gouvernement rwandais est fort en dessous de la réalité.

Dernièrement, en date du 20 octobre 1991, le Ministre des Travaux Publics, André Ntagerura et sa suite se retrouvèrent en pleine zone de combat, dans la région de Ruhengeri en allant visiter un des camps de personnes déplacées par la guerre. Et pourtant, ces camps ont été construits bien loin de la frontière rwando-ougandaise pour éloigner ces populations des régions où sévit la guerre. Le Ministre et sa suite durent retourner en catastrophe au Chef-lieu de Ruhengeri. Il a déclaré lui-même à Radio-Kigali le même jour qu'ils avaient suivi une route que le FPR "prétendait" contrôler. Preuve, s'il en est, que cette prétention était bien fondée.

Plus sincère encore, le Colonel Munyangango, Commandant du Groupe rwandais d'observateurs militaires en Ouganda (15 officiers), déclare en février 1991 qu'il n'y avait aucune preuve ferme de la présence des Inkotanyi sur le territoire ougandais.

Une dernière lumière est apportée par le GOM à propos du lieu où se trouvent les forces du FPR. Après avoir vainement cherché les Inkotanyi en Ouganda pour contrôler les affirmations du gouvernement rwandais, les observateurs militaires neutres finirent par tirer la conclusion que les combattants du FPR se trouvaient bel et bien au Rwanda. Ils soulignèrent en conséquence que leurs positions devraient être visitées là où elles se trouvaient réellement (Déclaration du Commandant du GOM à Radio-Kigali en date du 26 août 1991). Les entraves que le gouvernement de Kigali a multipliées pour empêcher au GOM de circuler librement sur son territoire peuvent être considérées elles-mêmes comme une sorte d'aveu (1).

Toutes ces précisions ont pour but de souligner que cette guerre est une guerre rwando-rwandaise, menée par des rwandais, à l'intérieur du Rwanda, pour combattre un régime corrompu, divisionniste, irrespectueux des Droits de l'Homme et du Citoyen. Il s'agit d'un régime qui, à la longue, risquait de désintégrer complètement la Nation rwandaise. Toute autre tentative de déplacer le caractère de cette guerre ne relève que de la pure intoxication médiatique de la part d'un régime désespéré qui ne cherche aujourd'hui son sursis que dans une éventuelle internationalisation du conflit.

Mais, de telles tentatives sont vaines. En effet, c'est actuellement tout un peuple qui se lève pour briser les chaînes d'un pouvoir autocratique. De nombreux jeunes gens de l'intérieur rejoignent régulièrement les rangs des

1. Voir le Rapport du Secrétaire Général de l'OUA sur les activités du Groupe d'observateurs militaires au Rwanda (novembre 1990 - août 1991).

combattants du FPR, comme l'a reconnu le Président Habyarimana lui-même dans son discours du 2 novembre 1991 en Commune Rwamiko (Préfecture Gikongoro), à l'occasion de la journée de l'arbre. Ce qu'il ne pouvait pas avouer, c'est que même certains de ses militaires désertent ces derniers temps son armée pour passer dans l'autre camp. Dès lors, le Chef de l'Etat rwandais devrait comprendre que, dans de telles conditions, même l'internationalisation du conflit ne pourrait pas sauver son régime. Elle ne changerait rien à la détermination d'un peuple qui n'a plus d'autre choix que la lutte pour sa survie.

1.5. Les raisons d'une désinformation

Plusieurs raisons ont poussé le gouvernement rwandais à s'accrocher à l'idée d'une agression extérieure comme à une bouée de sauvetage. En premier lieu, il lui fallait, comme nous l'avons dit, des aides militaires extérieures qu'il n'aurait vraisemblablement pas obtenues en avouant qu'elles étaient destinées à combattre des réfugiés rentrant dans leur pays. Nous avons vu comment, à la découverte de la réalité, certains pays (la Belgique et le Zaïre) ont dû retirer leurs troupes d'intervention.

A cette première nécessité de désinformer se greffent d'autres mobiles. Depuis 18 ans, la IIe République menait une politique de discrimination ethnique et régionale héritée de la Ire République et qui faisait le bonheur de quelques barons du régime. Le FPR, par ses revendications, menaçait de prêter main forte à une explosion intérieure qui couvait. Il fallait donc, à tout prix, l'écarter de l'arène politique nationale en faisant de lui l'agent d'une agression étrangère. De cette manière, le régime croyait éviter d'être contraint de changer d'option ou tout au moins d'expliquer ses errements devant la nation dans des circonstances si peu favorables pour lui. Il était véritablement placé devant une lutte pour sa propre survie et, dans ce cas, tous les moyens lui étaient bons pour se défendre.

Dans le même ordre d'idées, poussé par le besoin de maintenir le mythe de sa force par laquelle il régnait, le gouvernement rwandais a cherché, chaque fois qu'il le pouvait, à donner au pays des assurances sur sa supériorité écrasante face à l'adversaire. La tactique politique se mariait bien ainsi avec les usages relevant de la tactique militaire quant aux communiqués de guerre, surtout à l'intention des régions encore éloignées du champ des opérations.

En dernier lieu, il y a aussi une part d'amour-propre dans les communiqués triomphalistes de Kigali. Le 30 octobre 1990, les Inkotanyi ont changé de stratégie, passant de la guerre de position à celle de guérilla. Ne les voyant plus sur le champ de bataille, car, ils s'étaient repliés dans le maquis du Parc de l'Akagera, l'armée et les dirigeants rwandais se sont empressés de chanter victoire. Il leur fut manifestement difficile dans la suite d'avouer publiquement

leur erreur. C'est la raison pour laquelle ils continuent à parler de cette pseudo-victoire d'octobre 1990, pour une guerre qui n'a fait que changer de visage pour se poursuivre de manière ininterrompue jusqu'aujourd'hui. Il ne reste aux autorités de Kigali d'autre explication à la poursuite des combats que celle de nouvelles infiltrations par vagues successives jusqu'actuellement à partir du territoire ougandais.

Pourtant, le gouvernement de l'Ouganda, en accord avec celui du Rwanda, a fait placer une équipe militaire rwando-ougandaise de surveillance et multiplier les missions diplomatiques de visite des frontières pour prouver et sa bonne foi et l'inexactitude de la thèse de Kigali. Cela n'a pas, pour autant, décidé les autorités rwandaises à présenter la situation d'une manière plus conforme à la réalité (voir le chapitre 1.4).

2. Discours et attitudes de provocation vis-à-vis des pays voisins

2.1. La méfiance du régime rwandais envers les ensembles sous-régionaux

A l'éclatement de la guerre, on se serait attendu à ce que le gouvernement de Kigali oriente immédiatement ses activités diplomatiques vers les pays voisins et les ensembles sous-régionaux dont fait partie le Rwanda. Sans doute celui-ci, en tant que pays souverain, avait-il le droit de faire appel à qui il voulait dans le cadre des ses alliances bilatérales. Cependant il paraît étonnant qu'il se soit pratiquement isolé de son environnement géographique aux tout premiers débuts de la guerre. Il est encore plus étonnant que les autorités de Kigali ne se soient souvenu de l'importance du cadre sous-régional, dans la recherche de solutions au conflit que poussées et peut-être obligées par des pays amis extérieurs à la zone. Le ballet diplomatique des ministres belges Martens, Eyskens et Coeme n'eut, en effet, d'autre conséquence que celle de faire comprendre au régime Habyarimana la nécessité de recourir à ce cadre sous-régional pour ramener la paix dans le pays. Le Ministre français de la Coopération Jacques Pelletier devait plus tard abonder dans le même sens.

La leçon a, d'ailleurs, été mal assimilée, puisque le Président rwandais n'accepte la portée de la médiation régionale que très difficilement, si on en juge par les fréquents volte-face qui rompent les engagements de son gouvernement auprès de cette instance de conciliation.

Mais la réticence des autorités de Kigali se comprend aisément, pour quiconque a suivi leurs prises de position dans les discours prononcés dès le début du conflit. A travers ces discours, les dirigeants rwandais ne cessaient d'agiter l'épouvantail d'un embrasement régional plutôt impensable. On sait en effet que les blocages connus

actuellement au Rwanda se trouvent fort dépassés dans les pays limitrophes.

2.2. Tentatives de provocation

Nous ne reviendrons pas sur les mobiles qui poussent Kigali à essayer d'internationaliser le conflit. Nous les avons soulignés dans les lignes qui précèdent. Mais ce que nous n'avons pas assez souligné, ce sont les efforts du régime Habyarimana de provoquer les pays voisins pour les pousser à réagir et passer ainsi pour impliqués dans une guerre demeurée jusqu'ici interne.

Le pays qui a subi le plus de provocation est évidemment l'Ouganda dont le territoire national a été plus d'une fois violé par l'armée rwandaise. Des militaires de Kigali ont, à quelques reprises, pénétré sur le sol ougandais et tué des civils innocents sous prétexte de poursuivre les Inkotanyi qu'ils laissaient pourtant à l'intérieur du territoire rwandais. De même, des avions militaires de l'armée rwandaise ont de temps en temps violé l'espace aérien et bombardé l'un ou l'autre village ougandais. Dernièrement encore, en août 1991, une jeune fille et trois soldats ougandais furent tués par ces raids. En novembre 1991, la localité frontalière de Gisoro a été attaquée par l'armée rwandaise. Son principal objectif était de capturer des soldats de la NRA, les emmener sur le territoire rwandais et les présenter comme complices des Inkotanyi capturés en flagrant délit. Embarrassée par l'écho de ces violations dans les media internationaux, Radio-Kigali n'a rien trouvé de mieux que d'en accuser le FPR. C'était oublier que les autorités de Kampala avaient formellement accusé l'armée rwandaise comme seul coupable de ces incidents.

Les autres pays limitrophes n'ont pas non plus été à l'abri de ces actes d'agression délibérée. La Tanzanie a vu son espace aérien violé l'une ou l'autre fois. On signale aussi que des bombardements y auraient été effectués au début de la guerre. Dans ce même pays, les immigrés rwandais, partis clandestinement chercher des terres à cultiver au cours de la décennie 80, furent dressés par le gouvernement de Kigali contre des Tanzaniens de souche rwandaise sur base ethnique. Des assassinats furent ainsi organisés par ces immigrants contre d'anciens réfugiés rwandais devenus citoyens tanzaniens. Le gouvernement de Dar-es-salaam réagit rapidement en expulsant de son territoire des irréguliers semeurs de zizanie et de désordre. Kigali, comme on le voit, n'a pas hésité à exporter son virus de la division dans ce pays qui était parvenu, après des efforts remarquables, à construire l'une des rares nations détribalisées en Afrique.

Le Burundi et le Zaïre ont eu aussi à déplorer, début février 1991, des molestations avec viols par des militaires rwandais de diplomates installés à Gisenyi dans le cadre de la C.E.P.G.L. (2). Les diplomates furent obligés de se

---

2. Communauté économique des pays des Grands Lacs (Burundi, Rwanda et Zaïre).

réfugier dans la ville zaïroise de Goma, proche du Rwanda. Il s'en est fallu de peu pour que le siège de cette organisation ne soit transféré de Gisenyi à Goma.

Au Zaïre plus particulièrement, des affrontements sur base ethnique furent minutieusement préparés par le régime de Kigali, au sein des populations de souche rwandaise. En mars 1991, le Colonel en retraite, Aloys Simba, avait été envoyé avec d'énormes sommes d'argent, pour opérer cette destabilisation dans la région de Rutshuru. Il fut heureusement arrêté et le complot fut ainsi dévoilé. Plus récemment encore, des escadrons de la mort furent organisés par le même régime de Kigali. Leur mission était d'assassiner certaines personnes de la Communauté rwandaise réfugiée résidant dans différentes villes du Zaïre comme Goma, Lubumbashi et Kinshasa. Ceux qui ont été arrêtés à Goma étaient des militaires en armes du gouvernement Habyarimana. Et ils ont aussitôt révélé la présence d'autres groupes ayant la même mission, infiltrés à Kinshasa et à Lubumbashi.

L'arrestation des malfaiteurs n'a pas désarmé pour autant le régime de Kigali. Au cours de la première quinzaine de décembre 1991, un commando de militaires rwandais comprenant trois personnes a été envoyé à Goma. Sa mission était de détruire la résidence en cette ville du Président Mobutu, pour mettre ce forfait sur le compte du FPR. Dans l'esprit de ses commanditaires, cet attentat devait faciliter la destabilisation de la Communauté rwandaise réfugiée du Nord-Kivu, jugée favorable à la cause du FPR. Il s'agissait aussi de mal disposer les autorités zaïroises en général contre le FPR. Rappelons que le Président Mobutu est médiateur dans les négociations entre le gouvernement et son opposition armée qu'est le PFR. Malheureusement pour les autorités de Kigali, ce subterfuge a été démasqué. L'un des trois membres du commando a été arrêté sur les lieux et, après s'être fait passer pour un Inkotanyi, a été finalement obligé de décliner son identité de militaire rwandais, envoyé par le régime Habyarimana.

Pour ce qui est du Burundi, un plan de destabilisation plus tragique fut mis sur pied. Des infiltrations ont été menées systématiquement dans les provinces du Nord du pays frontalières du Rwanda, et surtout celles de Cibitoke et Bubanza. En août 1991, des preuves de cette action destabilisatrice furent saisies par les autorités burundaises: documents, fausses cartes d'identité, faux cachets... Parmi les personnes arrêtées en possession de ces objets et en pleine campagne de diffusion d'idéologies de discrimination ethnique, figuraient des citoyens rwandais mandatés pour cette mission par leur gouvernement.

Mais auparavant, fin juin 1991, sous prétexte de manifestation des chauffeurs, des ressortissants rwandais parmi les infiltrés étaient venus semer la violence dans la capitale du Burundi. Des pierres furent jetées, des véhicules brisés, des marchés et quelques magasins pillés. Les véritables chauffeurs, qui étaient tombés dans le piège, se retirèrent en remarquant ces violences. Ils laissaient

ainsi ceux qui en avaient la mission continuer, sans eux, ces actes de vandalisme.

Concomitamment à ces provocations, un journal rwandais, Kangura, qui se dit indépendant mais est connu pour être l'âme damnée du régime Habyarimana, avait multiplié, à l'adresse des populations burundaises, des appels à des soulèvements ethnistes. A ce propos, la déclaration des autorités de Kigali, communiquée au gouvernement burundais et qui invoquait la liberté de presse, cachait mal leur complicité, du reste connue, avec cet organe d'expression.

Toutes ces menées subversives ethnistes allaient culminer dans l'attaque armée sur Bujumbura et sur deux provinces du Nord-Ouest du pays (Bubanza et Cibitoke), en date du 23 novembre 1991. L'attaque fut orchestrée par des citoyens burundais réfugiés, membres du parti ethniste PALIPEHUTU. De nouveau, la participation active du régime Habyarimana à cette destabilisation est plus qu'établie.

Par ailleurs, la diplomatie rwandaise n'a pris aucune précaution pour cacher sa complicité avec les assaillants. C'est ce qui ressort de l'accès aux antennes de Radio-Kigali, offertes aux dirigeants du PALIPEHUTU, pour des facilités de propagande médiatique et, au plus fort des combats à Bujumbura et dans les provinces citées ci-haut. Le 29 novembre 1991, une très longue interview fut en effet accordée sur Radio-Rwanda au président, au secrétaire général et à un membre du PALIPEHUTU. Ce lift médiatique était destiné à leur permettre de tenter de justifier leur idéologie ethniste et de répandre une fausse interprétation sur les événements qui se déroulaient au Burundi.

Au niveau du discours, l'Ouganda a été également la cible principale des déclarations officielles de la radio et des média rwandais. De même, la Tanzanie, le Burundi et le Zaïre ont été accusés de laisser partir des jeunes gens au front pour combattre dans les rangs du FPR. Pourtant, la responsabilité de ces pays n'est nullement engagée et le Rwanda le sait très bien.

En fait, les autorités de Kigali devraient comprendre que pour l'essentiel c'est l'ensemble de la Diaspora rwandaise réfugiée qui est engagée dans cette guerre, qu'elle ait trouvé refuge dans les pays limitrophes ou dans ceux plus éloignés d'Afrique, d'Europe ou d'Amérique. Le gouvernement rwandais devrait donc cesser de chercher à confiner cette guerre à une aire géographique restreinte. Même l'Ouganda n'a été que le point d'éruption d'un volcan dont la pression se trouvait partout où il existait une communauté rwandaise réfugiée, c'est-à-dire dans de nombreux pays à travers le monde.

L'attitude du régime Habyarimana envers ses voisins en ce temps de guerre ne fait, en réalité, que mettre en lumière la nature des relations que son gouvernement avait cultivé depuis longtemps dans la région. Pour mieux asseoir son idéologie raciale, le régime avait, en effet, tenté d'exporter dans les pays limitrophes "l'antimodèle rwandais" pour le faire sortir de son isolement et mieux combattre ses

ressortissants réfugiés. C'est cette action destabilisatrice de Kigali dans la sous-région qui fera l'objet des lignes qui suivent.

II. DESTABILISATION DES PAYS LIMITROPHES

1. L'îlot politique rwandais de l'ethnisme

1.1. Les fondements de l'unité nationale sapés par la colonisation

On ne le dira jamais assez, le Rwanda avec son unité linguistique, culturelle et sociale, n'avait pas d'ethnies. Si ethnie il devait y avoir, elle serait unique et regrouperait tous les rwandais, si nous nous référons aux définitions anthropologiques et sociologiques les plus actuelles. Mais, faute de termes plus appropriés, on continue abusivement à parler d'ethnies pour désigner les groupes humains vivant dans ce pays.

Le vocable inadapté fut appliqué à la société rwandaise par certains ethnologues amateurs de la fin du 19e - début du 20e siècle. Ceux-ci avaient, comme on le sait, le réflexe d'expliquer tout trait de civilisation par la théorie diffusionniste qui faisait éclater des valeurs intégrées, pour les faire venir nécessairement des civilisations extérieures.

C'est ainsi que, selon ces théories, les grands traits de la civilisation rwandaise furent catalogués comme le résultat de migrations successives. Pour appuyer leurs allégations, des ethnologues amateurs allèrent jusqu'à avancer des dates d'arrivée au Rwanda des différents groupes humains qui y habitent. Pour les distinguer, ils se basèrents sur "les spécialités" de leurs activités économiques (chasse, agriculture et élevage). Cependant, selon les recherches archéologiques les plus récentes, on a découvert que toutes ces activités intéressées étaient pratiquées au Rwanda à la fin du Ier millénaire avant Jésus-Christ.

Notre intention n'est nullement de revenir sur les mythes plutôt factices liés notamment aux dates d'arrivée des groupes humains au Rwanda. Nous voulions simplement montrer que les données archéologiques suggèrent l'existence d'une civilisation rwandaise intégrée, qui va bien au-delà des élucubrations ethnologiques aujourd'hui dépassées et qui ont été à la base de la désintégration de notre nation.

Il est vrai que le Rwanda précolonial connaissait un régime de monarchie aristocratique qui, par définition, favorise certaines inégalités sociales. Cependant, ce régime appuyé sur la chefferie traditionnelle n'était pas le fait d'une seule ethnie. Pour mémoire, cette chefferie était constituée de chefs de sol (Hutu en général), de chefs de pâturage (Tutsi en général) et de chefs d'armée recrutés parmi les trois "ethnies" du pays. A côté de cette structure

centralisée, il existait une série de principautés hutu qui reconnaissaient la suprématie de la cour royale mais jouissaient d'une grande autonomie administrative. C'est cette élite traditionnelle qui gouvernait l'ensemble du peuple rwandais toutes "ethnies" confondues. Et c'est pour cette raison que les clivages qui auraient existé dans le Rwanda ancien n'étaient nullement d'orde "ethnique".

Vint le colonisateur dans la première moitié du 20e siècle qui, mû par des besoins d'opportunisme politique, ethnisa à outrance la vie politique au Rwanda, surtout à partir de 1926. C'est à cette date, en effet, que le pouvoir colonial supprima la chefferie traditionnelle et les principautés autonomes à travers lesquelles se reconnaissaient toutes les composantes du peuple rwandais. Elles furent remplacées par une chefferie unique (chefferie, sous-chefferie), presqu'exclusivement dirigée par des Tutsi. De même l'institution scolaire, inconnue du Rwanda traditionnel car d'origine européenne, favorisa la nouvelle aristocratie tutsi mise en place par l'administration coloniale.

A la veille de l'indépendance, ce fut cette élite favorisée par l'administration coloniale qui entra naturellement dans la mouvance des mouvements nationalistes de décolonisation. Cette administration, furieuse de la tournure des événements, décida de procéder à un revirement de dernière minute. Elle se fit la défenseuse du Hutu opprimé par le Tutsi "féodal", alors que l'ensemble de la masse rwandaise toutes ethnies confondues avait été opprimée par le colonisateur directement ou par l'intermédiaire des subalternes indigènes.

Pour effectuer efficacement ce revirement, les autorités de Tutelle se servirent d'un groupe d'intellectuels Hutu frustrés, parce que les mêmes autorités leur avaient refusé tout accès à la chefferie indigène. Paradoxalement, toute cette frustration se mua en une organisation qui, bien canalisée par certains agents coloniaux, fut dirigée contre l'ethnie tutsi désignée comme bouc-émissaire de toutes les erreurs de la colonisation. Ce n'est pas pour rien que J.P. Harroy, ancien Gouverneur belge du Rwanda-Urundi (de 1955 à l'indépendance), appellera ce phénomène "la révolution assistée" (3). C'est là et pas ailleurs qu'il faut chercher l'origine des événements sanglants qui ont endeuillé le Rwanda depuis 1959.

Il faut reconnaître cependant que les changements de 1959 ont permis de casser un mythe importé, celui du Tutsi né pour le commandement, que les idéologues européens des années 30 avaient imposé. Le tournant de 1959 a aussi demantelé un mandarinat autochtone d'agents subalternes coloniaux (chefs, sous-chefs et autres fonctionnaires de cette administration). Ces agents subalternes avaient fini par trouver leur intérêt dans la collaboration obligée avec le colonisateur, position qui les forçait à opprimer les masses populaires sans distinction d'ethnie.

---

3. HARROY J.P., Rwanda. De la féodalité à la démocratie (1955-1962). Hayez, Bruxelles/Paris, 1984.

1.2. La cristallisation de la politique rwandaise autour de l'ethnisme

La situation ainsi créée à la veille de l'indépendance explique suffisamment le contexte dans lequel le Rwanda accéda à cette étape importante de son histoire. En peu de mots, la nation était exsangue. Depuis 1959, beaucoup de vies humaines ont été sacrifiées dans des massacres interethniques, beaucoup de biens ont été détruits ou spoliés, de nombreux réfugiés ont pris le chemin de l'exil souvent après avoir subi des sévices moraux et physiques.

On se serait attendu à ce que les autorités qui avaient accédé au pouvoir, à la faveur de ces événements tragiques s'attellent à panser les plaies du peuple rwandais en réinstaurant principalement son unité gravement compromise. Il n'en fut rien. Ces autorités ont préféré plutôt exacerber les divisions ethniques et plus tard régionales.

1.2.1. Exaltation d'une idéologie ethniste

Avec la Ire République, le Rwanda inaugura le développement d'une idéologie ethniste. Les discours officiels, la presse étatique, les chants en l'honneur du régime exaltèrent à souhait la division ethnique. Les responsables politiques de l'époque se laissèrent aller à oublier que la vocation même d'un gouvernement est d'être rassembleur de toutes les composantes d'une nation. La masse rwandaise, divisée artificiellement, ne trouva finalement pas son compte dans les changements menés tambour battant pour sa libération. Le projet divisionniste de la société avait conduit à l'irrationnel en se détournant des véritables exigences d'une démocratie. C'est ainsi que le seul réflexe des dirigeants, dans toute crise politique ou socio-économique, fut toujours de trouver dans l'ethnie tutsi un bouc-émissaire. Ceci pour voiler les lacunes d'une classe politique sans véritable projet de société qui puisse mobiliser l'ensemble du peuple rwandais.

Entre autres exemples, on peut citer les troubles de 1973, où une querelle au sein du pouvoir aboutit au massacre et à l'exil de nombreux Tutsi qui depuis l'indépendance avaient été exclus de l'arène politique. L'actuel Président en tant que Ministre de la Défense, joua un rôle-clé dans ce pogrom qui lui permit de se servir d'innocents, pour semer le chaos et s'emparer du pouvoir.

1.2.2. De l'idéologie à la codification de l'ethnisme

En accédant au pouvoir, le Président Habyarimana se rendit compte que l'unité nationale était un impératif incontournable. Il en fit l'une des principales

justifications de sa prise du pouvoir. Dans la suite, elle devint son meilleur slogan dans les discours publics. Mais, ayant été l'un des principaux artisans de l'idéologie ethniste depuis l'indépendance, le nouveau Maître de Kigali fut incapable dans les faits de brûler ce qu'il avait adoré. Il tint même à cristalliser davantage l'ethnisme en le codifiant, pour le rendre omniprésent dans tous les secteurs de la vie nationale. Pour arriver à ses fins, le Maître de la IIe République institutionnalisa les inégalités, la division et l'exclusion au sein du peuple rwandais, à travers sa politique dite d'équilibre ethnique et régional. Si nous laissons ici de côté le régionalisme, mal pratiquement aussi grand que l'ethnisme, c'est que seul ce dernier a été exporté vers les pays voisins, et c'est là l'objet du présent document.

L'instrument machiavélique de cette politique d'exclusion fut la mention ethnique sur les cartes d'identité et sur les documents officiels en général. Certes, cette mention avait été instaurée bien avant le régime Habyarimana, à l'époque coloniale, mais aucun gouvernement n'avait songé à l'utiliser aussi systématiquement et avec autant d'intention de discrimination que le sien.

Avec la IIe République, en effet, des contrôles rigoureux furent exercés sur l'accès à l'enseignement secondaire et supérieur ainsi que sur les engagements à la fonction publique et dans les secteurs para-étatiques et privés. Les critères de l'aptitude et des compétences furent relégués au second plan dans cette politique d'apartheid à la rwandaise.

Certaines institutions furent même quasiment fermées à l'ethnie tutsi, telles que l'armée, la diplomatie et l'administration intérieure du pays. Au sein de l'armée, il faut signaler la présence d'un seul officier, accidentellement laissé en place par l'administration coloniale. La discrimination au sein de cette institution est si poussée qu'il est interdit aux militaires, et surtout les officiers, d'épouser des jeunes filles d'ethnie tutsi. Certains renoncent même à leur carrière pour pouvoir se marier selon leur choix. En diplomatie, aucun tutsi ne figure actuellement parmi le nombreux personnel des ambassades rwandaises accréditées à travers le monde. Quant à l'administration intérieure, elle n'a jamais souffert aucune exception. Du simple conseiller communal au préfet en passant par les bourgmestres et les sous-préfets, on chercherait vainement un élément tutsi. C'est simple, il n'y en a aucun.

En désespoir de cause, certains Tutsi ont cherché à échapper à toutes ces exclusions, en essayant de tricher sur la mention ethnique. Mais là de nouveau le régime Habyarimana, implacable, veillait. De sévères sanctions furent appliquées aux contrevenants et c'est d'un ton menaçant que le Chef de l'Etat rwandais a promis en personne de sévir plus que par le passé à l'encontre des personnes qui tenteraient de faire changer des écritures sur leurs origines ethniques (4).

---

4. Discours du Président Habyarimana devant le 6e Congrès du MRND en date du 28 juin 1988.

Petit à petit cependant, le peuple rwandais se rendit compte des impasses générées par la politique d'équilibre ethnique et régional qui ne servait finalement que les intérêts privés d'un petit groupe d'individus proches du Chef de l'Etat. Les média indépendants osèrent de plus en plus élever la voix pour dénoncer cet état de choses. Certains journalistes payèrent de leur vie cette audace.

Le malaise interne allait de plus rencontrer celui, entretenu depuis longtemps par Kigali dans ses rapports avec les pays voisins. En effet, le Rwanda était petit à petit devenu un îlot d'ethnisme dans un concert de nations luttant pour affermir leur unité nationale. Au lieu de profiter du bon exemple de ces voisins que sont la Tanzanie, l'Ouganda, le Zaïre et le Burundi, le régime Habyarimana, pour rompre son isolement et combattre ses réfugiés, préféra y exporter les germes de son idéologie divisionniste.

2. Tentatives d'exportation de la politique de discrimination

2.1. Au Zaïre

Une partie du Zaïre avait appartenu au Rwanda avant le partage colonial de la fin du 19e - début du 20e siècle. Au Nord-Kivu, plus particulièrement, les composantes d'une bonne partie de la population sont identiques à celles du Rwanda quant aux moeurs, eux ethnies et à la langue vernaculaire. Cependant, cette communauté évoluait dans un pays dont la préoccupation était de rassembler des centaines de tribus en un peuple uni. Les autorités zaïroises étaient parvenues à surmonter les obstacles dressés sur le chemin de l'unité, notamment la diversité linguistique des tribus. La tribu banyarwanda, tous groupes confondus, était aussi engagée dans ce processus (zaïrois) d'unité nationale. C'est un tel contexte qui fut perturbé par l'exportation par Kigali de sa politique de division ethnique.

Le procédé utilisé suit partout un schéma identique. Les autorités rwandaises commencent par une campagne insidieuse dont l'objectif est d'opposer l'ethnie hutu à l'ethnie tutsi. Cette propagande est généralement suivie d'actes de destabilisation: incitation à des violences allant jusqu'à des meurtres collectifs, constitution de groupes actifs destinés à bloquer toute promotion socio-politique des personnes de l'ethnie tutsi ou d'ethnie hutu ayant refusé d'adhérer au schéma divisionniste, kidnapping de certains éléments vulnérables, afin des les incarcérer ou de les tuer sur le territoire rwandais. Tout cela a été tenté au Nord-Kivu.

Le résultat est que l'ensemble de la communauté banyarwanda aussi bien Hutu que Tutsi finit par souffrir de ces menées divisionnistes exportées par Kigali. C'est ainsi que depuis quelque temps, suite à de telles zizanies, cette région du Kivu est provisoirement rayée de la carte électorale du

Zaïre. Le régime Habyarimana, avec ses agents locaux, avait travaillé pour que tous les Tutsi de la région soient considérés comme des réfugiés et, par conséquent, des non-citoyens. Les enquêtes devaient révéler qu'un nombre important de Tutsi avaient habité la région bien avant le Congrès de Berlin, alors que bon nombre de Hutu pouvaient aussi être des immigrants récents et vice versa. Il fut établi que l'ancienneté de l'établissement au Zaïre n'était nullement le fait d'une ethnie.

Devant cet imbroglio, les autorités zaïroises réagirent en renvoyant tout le monde dos à dos par sa décision d'interdiction de voter, sur toute cette partie du territoire. Instruits par cette expérience douloureuse, Hutu et Tutsi du Nord-Kivu ont actuellement réalisé que ces menées de Kigali sont néfastes pour tous. Pour s'intégrer dans leur nation zaïroise, ils ont désormais compris qu'il fallait placer le débat bien au-dessus de la mesquinerie du régime Habyarimana.

Après avoir échoué de ce côté, les autorités rwandaises ont essayé d'autres méthodes. Nous avons parlé plus haut des tentatives de financer des personnes sans scrupule, pour céer des situations conflictuelles. Nous avons aussi relaté les contre-exploits des fameux "escadrons de la mort", arrêtés à temps par les autorités zaïroises. C'est donc ainsi que les autorités de Kigali traitent le pays de celui qui est actuellement le médiateur dans leur conflit avec les Inkotanyi.

Bien plus, le Rwanda se plaint depuis longtemps de son trop plein de démographie qu'il a même présenté comme prétexte pour ne pas rapatrier ses réfugiés. Mais paradoxalement, les mêmes autorités de Kigali s'acharnent à destabiliser les territoires voisins qui, comme le Zaïre, pour des raisons historiques, avaient le mieux intégré des populations de souche rwandaise.

2.2. En Ouganda

Comme le Zaïre, l'Ouganda a bénéficié d'un territoire amputé sur le Rwanda lors du partage colonial. Tout comme le Nord-Kivu zaïrois, ce territoire partage avec le Rwanda tout un patrimoine culturel et linguistique. En plus, depuis l'époque coloniale, beaucoup de rwandais ont émigré vers l'Ouganda pour des raisons socio-économiques. Cet afflux, augmenté depuis 1959 par celui des réfugiés, fera de l'Ouganda le pays de la région le plus habité par la diaspora rwandaise. Toutes ces composantes de la Communauté rwandaise s'étaient bien intégrées en Ouganda si bien que même les anciennes appartenances ethniques, si chères au régime Habyarimana, avaient été reléguées aux oubliettes de l'histoire.

Les vicissitudes de la politique ougandaise allaient cependant remettre l'intégration de ces rwandais en question. Quand le Président Obote reprit le pouvoir au début des années 80, son parti UPC (Uganda People Congress)

n'avait pas recueilli l'adhésion des populations habitant le Sud du pays, dont les communautés ougandaises de souche rwandaise. Pour s'en venger, le Chef de l'Etat ougandais décida de lier leur sort avec celui des réfugiés rwandais tout aussi nombreux dans la région. Il en fit donc aussi des étrangers dans leur propre pays et entama tout un programme de destabilisation et de chasse à l'homme.

Le régime Habyarimana considéra cet ostracisme comme une aubaine. Il n'avait pas pu ethniser les populations frontalières de ce pays, pour les opposer aux réfugiés rwandais. Le seul moyen, qui lui restait, pour les exterminer fut de nouer une alliance avec les extrémistes du régime Obote. Mais cette hantise d'ethnisation et de lutte contre les réfugiés venait handicaper aussi l'intégration des ougandais de souche rwandaise, toutes ethnies confondues. Elle remettait en cause un équilibre que ce pays voisin avait gagné grâce à ses efforts d'unification nationale.

Cependant, comme le dit l'adage, "qui sème le vent récolte la tempête". En Ouganda, toute cette politique néfaste du gouvernement rwandais a plus qu'ailleurs cristallisé, dans les milieux des réfugiés, les exaspérations qui ont conduit à la guerre en cours.

2.3. En Tanzanie

La Tanzanie est un pays modèle en Afrique quant à son niveau avancé d'intégration de nombreuses tribus en une Nation, au sens moderne du terme. La Tanzanie a même réussi la gageure de se doter d'une langue unique, le Swahili, et de se créer une conscience nationale que plusieurs pays de notre continent devraient lui envier. La capacité d'intégration de la Tanzanie est telle que ce pays avait aisément assimilé des milliers de réfugiés rwandais par voie de naturalisation.

Il était donc impossible au régime de Kigali de percer une telle muraille socio-politique, pour semer la zizanie sur base ethnique en Tanzanie. En désespoir de cause, les autorités de Kigali se décidèrent à y exporter les acteurs de son idéologie politique sous forme d'immigrants irréguliers. C'est ainsi que depuis le début de la décennie 80 jusque récemment, le Nord-Ouest de la Tanzanie, et surtout le Karagwe, vit affluer de nombreux paysans rwandais en quête de travail agricole et de terres arables pour se fixer. Les autorités tanzaniennes, auxquelles l'Etat rwandais n'avait cessé de se plaindre à propos de son explosion démographique et de l'exiguïté de son territoire, fermèrent les yeux sur cette entorse aux règles de l'immigration.

Le comportement ultérieur de ces immigrants allait prouver cependant que la recherche des terres n'était qu'un prétexte. Leur mission principale était de noyauter les populations tanzaniennes frontalières, afin d'initier dans la région la discrimination sur base ethnique. Le but visé

était de casser l'intégration des Tanzaniens d'origine rwandaise (anciens réfugiés). Ils comprirent finalement que pareil programme était impossible en Tanzanie. C'est pourquoi, en désespoir de cause, ils voulurent tenter de créer un climat d'insécurité dans la région en procédant à des éliminations physiques, dirigées principalement contre des membres de cette communauté tanzanienne de souche rwandaise.

Face à ces actes de destabilisation d'une partie de son territoire, le gouvernement de Dar-es-salam décida d'expulser vers le Rwanda tous ces agitateurs mandatés par Kigali. Depuis trois ans, des vagues successives de ces immigrés sont ainsi périodiquement refoulées de la Tanzanie vers le Rwanda. Si, par hasard, il y avait parmi ces agents de destabilisation de vrais candidats à l'immigration, on peut se demander si le régime Habyarimana veut réellement être aidé par ses voisins, pour régler son problème démographique. On ne le dirait pas, même s'il ne cesse de le clamer à cor et à cri face à l'opinion publique internationale.

2.4. Au Burundi

Le Burundi, pays frère du Rwanda, partage avec lui plus d'une caractéristique. D'abord, la composition de sa population en trois "ethnies" identiques à celles de son voisin du Nord. Ensuite, une langue nationale unique qui est pratiquement la même que le Kinyarwanda (5). Ajoutons à cela un même passé colonial qui avait fait des pays un même territoire successivement sous l'administration allemande et sous l'administration belge. Même les moeurs, les coutumes, la religion traditionnelle, l'organisation politique pré-coloniale présentent plusieurs traits communs. S'il devait exister des pays objectivement faits pour s'entendre, ce sont bien ces deux-là. Cependant, malgré tous ces facteurs de rapprochement, les deux pays ont souvent vécu sous les signes d'une fraternité manquée.

Le point de départ des divergences entre les deux territoires sous Tutelle d'Afrique Centrale date de leur accession à l'indépendance. Le Rwanda accède à l'indépendance au milieu des guerres civiles qui voient émerger une classe politique marquée par l'ethnisme. Le Burundi, quant à lui, recouvre la souveraineté nationale sans bain de sang, sous le signe d'une politique de rassemblement national incarnée par la forte personnalité du Prince Louis Rwagasore.

Par la suite, les autorites de Kigali ne sont jamais parvenus à se démarquer des passions ethnistes issues des guerres successives à partir de 1959. Le régime Habyarimana va particulièrement renforcer l'ethnisation de la société rwandaise qu'il codifie à travers tous les secteurs de la vie nationale.

---

5. Un burundais et un rwandais n'ont pas besoin d'interprète pour se comprendre, chacun parlant sa propre langue.

Au Burundi cependant, les efforts de cohésion furent poursuivis après l'indépendance mais avec des failles par intermittence, dues en grande partie au vide politique laissé par les deux grands artisans de l'unité qu'étaient Louis Rwagasore et Pierre Ngendandumwe. Mais, malgré les vicissitudes souvent nées aussi des jeux de destabilisation extérieure, ces efforts ont abouti aujourd'hui à la politique courageuse de réconciliation nationale développée par le Président Buyoya. Il faudrait souligner cependant que l'action du Président burundais actuel reste encore gênée par les mêmes menées ethnistes qui ont toujours été à l'origine des failles observées dans la politique d'unité nationale au Burundi.

L'oeil du cyclone de ces destabilisations sur base ethnique s'est toujours trouvé au Rwanda, même si leurs véritables commanditaires pouvaient être extérieurs à la région. C'est ainsi que dans tous les conflits internes survenus au Burundi après l'indépendance, la main des autorités rwandaises a toujours été présente. Ceci est particulièrement vrai pour le régime Habyarimana qui a fait du Rwanda un véritable foyer de subversion contre le Burundi.

C'est surtout l'échec de son schéma ethniste et régionaliste qui a poussé le Chef de l'Etat rwandais à lui chercher des appuis extérieurs, car l'intérieur lui échappait de plus en plus. Pour mémoire, la décennie 80 a vu naître aussi bien au Rwanda que dans la diaspora un courant de remise en cause de la politique divisionniste du régime Habyarimana.

Le Général Président se sentit d'autant plus isolé qu'il défendait une idéologie dépassée, rejetée par les pays voisins en quête d'unité nationale et d'un véritable statut d'Etat-Nation. Contestée par ses compatriotes aussi bien de l'intérieur du Rwanda que de la diaspora réfugiée, désavouée par les Chefs d'Etat de la région, la politique divisionniste du régime Habyarimana se chercha un exutoire. Elle trouva son salut dans la destabilisation des populations voisines et plus particulièrement celles du Burundi, à partir d'éléments corrompus ou extrémistes qui croyaient encore en son antimodèle ethniste.

Pour perturber ce pays, le Président rwandais facilita l'organisation sur son territoire de tout un réseau dont le but était de l'attaquer militairement. Cette action aboutit aux événements sanglants de Ntega et Marangara en août 1988 ainsi qu'aux attaques perpétrées en novembre 1991.

Mais le maître de Kigali, pour qui la politique burundaise d'unité et de réconciliation nationale constitue un reproche vivant, échoua dans ses tentatives de l'empêcher d'aboutir. Le résultat de ces violences fut plutôt d'amener le Chef de l'Etat burundais à renforcer sa détermination de cimenter l'unité du peuple burundais.

Du côté des populations cibles de ces campagnes ethnistes de Kigali, là aussi ce fut un échec. Il faudrait que le Président Habyarimana, qui fait tout pour empêcher les

réfugiés burundais de rentrer au pays, écoute l'opinion que les rapatriés ont sur son hospitalité et sa propagande raciste. Les paysans de Ntega et Marangara se plaignent amèrement d'avoir été entraînés dans le piège ethniste par le régime rwandais qui ne leur offrit, en retour, que l'exil dans ce pays avec son lot de souffrances. Ne s'exclament-ils pas aujourd'hui qu'ils n'ont pas été au Rwanda que des réfugiés burundais et rien que des réfugiés. Maintenant qu'ils ont retrouvé leur patrie, soulignent-ils, on ne les y prendra plus. Il est vrai que Mr Habyarimana ignore ce que signifie une patrie, sinon il n'en aurait pas privé avec autant de cynisme des milliers de personnes, rwandais et non-rwandais confondus.

CONCLUSION

Après plus d'une année de guerre au Rwanda, une certaine décantation des faits a permis à l'opinion tant nationale qu'internationale de se faire une idée plus juste des véritables contours du conflit. La preuve en est que l'opinion intérieure du Rwanda, qu'on aurait cru noyée sous le flot de la propagande mensongère du régime Habyarimana, a pu finalement prendre ses distances pour amorcer des orientations plus judicieuses. Quant à l'opinion internationale, elle a fini aussi par relativiser le mythe de paix et de stabilité que le pouvoir de Kigali avait faussement accrédité dans les milieux extérieurs.

Parmi les réalités sur lesquelles on ne peut plus revenir aujourd'hui, il convient de citer principalement le caractère strictement interne du conflit. Le Rwanda a bien multiplié les tentatives d'internationaliser le conflit. Mais ses actes de destabilisation n'ont abouti jusqu'ici qu'à lui aliéner la bonne volonté des pays voisins, dans leurs efforts de contribuer à une issue pacifique de cette guerre fratricide. Aussi l'opinion publique intérieure en arrive-t-elle aujourd'hui à rappeler au régime Habyarimana l'urgence de régler sans détour les vrais problèmes qui ont généré le conflit, au lieu d'aller chercher querelle aux voisins. Ces problèmes s'appellent la question des réfugiés maintenus en exil depuis une trentaine d'années, la discrimination ethnique et régionale, pratiquée par le régime en place, la mauvaise gestion de la chose publique ainsi que la corruption des moeurs politiques.

Mais il y a longtemps que la clique au pouvoir à Kigali a fermé l'oreille à ces justes revendications et décidé de se livrer à une fuite en avant criminelle qui ne se soucie ni du bien-être de la population intérieure ni des bonnes relations du pays avec ses voisins. La dernière de ses trouvailles est d'assimiler les partis d'opposition et les journaux indépendants au FPR, afin des les présenter comme complices de "l'ennemi" à l'opinion nationale qui n'est heureusement plus dupe de ses nombreux mensonges (6).

---

6. Il est révélateur que l'opinion rwandaise ait donné, depuis un certain temps, au Général J. Habyarimana le

Cette "accusation" relève d'un sophisme mal élaboré d'un pouvoir au bout du roûleau. Dès le début de la guerre, le MRND (Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement), parti unique qui se dit renové, s'est évertué à s'identifier avec le pays d'abord, avec l'ethnie hutu ensuite. Mais son discours est vite tombé dans le vide. D'abord, parce que les faits ont vite contrarié le mensonge du pouvoir politique en place. Celui-ci, dans une guerre médiatique, s'était empressé d'imposer une fausse image du FPR, de nature à réveiller les passions aveugles des guerres civiles antérieures. Mais, rassemblant en son sein toutes les composantes du peuple rwandais aussi bien à la base qu'au sommet de son hiérarchie, le FPR ne pouvait plus être présenté comme un mouvement ethnique de Tutsi dont le but était d'exterminer les Hutu. Du même coup, le label féodo-monarchique que le régime tenait à lui coller tombait de lui-même. Passés les premiers mois de surprise que les autorités de Kigali avaient exploité à leur guise, le vrai programme du FPR fut progressivement mieux connu aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'étranger. Il devint donc évident que la guerre était dirigée non contre le peuple rwandais mais contre les fléaux générés ou exacerbés par le régime en place.

Par la suite, naquirent les partis politiques d'opposition dont les revendications ne pouvaient que ressembler à celles du FPR puisqu'ils ne pouvaient inventer d'autres abus que ceux commis par le pouvoir en place. C'est là l'origine de l'accusation de complicité dont il a été question plus haut. Accusation qui, à elle seule, montre le degré d'effritement de l'impact de l'ancien Parti-Etat sur l'opinion publique rwandaise. Ne pouvant pas répondre aux griefs portés contre lui, devenu incapable d'imposer ses points de vue par la force, le régime est obligé de recourir à de tels subterfuges.

L'autre arme qu'il utilise est tout aussi mesquine. Sous le couvert du banditisme, il sème la terreur dans le pays par des violences et des assassinats, pour décourager l'opposition politique intérieure. Le MRND est le véritable commanditaire de tous ces crimes. Il est allé jusqu'à créer à cet effet, au sein de l'armée, une brigade spéciale qu'on appelle "les escadrons de la mort".

Dans ces conditions, on est en droit de se demander si le gouvernement rwandais cherche réellement à pacifier le pays ou s'il est surtout occupé à défendre les intérêts égoïstes de quelques barons du régime. Ces derniers ne sont-ils pas accusés d'être aujourd'hui engagés dans des trafics d'armes et de munitions qu'ils achètent et vendent à eux-mêmes, pour le compte de l'armée rwandaise ? Les bénéfices en devises fortes qu'ils tirent de ce trafic seraient si exorbitants qu'ils ont intérêt à faire durer la guerre le plus longtemps possible. Que le peuple rwandais soit décimé n'est pas leur véritable souci. Dès lors, comment s'étonner que toute volonté de rapprochement avec le FPR, en vue d'une solution

---

sobriquet de "Semuhanuka", personnage que la légende du pays a consacré comme le prototype du menteur.

pacifique au conflit, ne soit pas considérée par le régime Habyarimana comme un sacrilège ? Jusqu'à quand les autorités de Kigali empêcheront-elles les partis politiques d'opposition de s'occuper des véritables intérêts de la Nation rwandaise ?

Et pourtant, le peuple rwandais ne cesse d'interpeller les autorités, afin qu'elles mettent fin à cette guerre fratricide, et on ne peut le tromper indéfiniment. Si le régime de Kigali persiste à fermer ses oreilles à ces cris désespérés de tout un peuple, qu'il sache que chaque jour d'entêtement le rapproche davantage d'un jugement aussi impitoyable qu'inéluctable.

Ce ne sont certainement pas les actuelles tentatives de destabilisation des pays limitrophes qui sauveront les barons de Kigali. Ce que le peuple rwandais leur demandait, c'était de veiller à son bien-être, à son épanouissement socio-économique et politique, en s'occupant prioritairement de sa réconciliation nationale. Chercher à internationaliser le conflit en dilapidant les maigres ressources du pays, pour se maintenir au pouvoir, n'est qu'une manoeuvre suicidaire. Elle ne fera que hâter la fin d'un régime devenu indésirable chez lui.

Le peuple rwandais a toujours aspiré à vivre en paix avec ses voisins. Nous ne croyons pas trahir son sentiment le plus profond en affirmant qu'il se désolidarise de la politique aventuriste de ses dirigeants actuels qui compromettent dangeureusement les relations du pays avec tous les autres Etats de la région. Par delà ses scories politiques, ce que les pays amis du Rwanda peuvent offrir de mieux à son peuple, c'est de l'aider à sortir du conflit en cours. Il s'agit pour lui d'un préalable incontournable, pour amorcer véritablement sa réconciliation nationale et s'assurer ainsi d'un avenir plus serein.

Vitto NDABARASA

Membre du FPR